

Bonjour à vous,

Je me présente, Madame [REDACTED] et mon conjoint, [REDACTED], nous avons [REDACTED] garçons; [REDACTED] ans, [REDACTED] ans et [REDACTED]. Notre suivi avec le Centre Jeunesse [REDACTED] s a débuté en [REDACTED]. J'étais comme jeune maman, de [REDACTED] jeunes enfants, qui venait d'avoir deux grosses une à la suite de l'autre épuisée et voire même en dépression. On m'a donc offert un répit de 30 jours. Au départ la DPJ ne voulait pas placer nos enfants chez mes parents. Pourtant ils ne les avaient pas rencontrés. Ils les jugeaient négativement sans les connaître. Ils ont finalement décidé de les placer chez mes parents, car il n'y avait pas d'autres endroits pour le répit. On m'a rapidement fait comprendre que le répit de 30 jours se transformerait en placement durant quelques mois chez mes parents. Donc à la place de nous reposer, ce fut le début pour nous d'une grande période de stress, d'anxiété et d'incertitude.

La confiance était ébranlée entre nous et la DPJ dès le départ. On nous donne une information qui s'avère être différente que ce que nous vivons par la suite. La communication a toujours été difficile entre nous et notre intervenante de la DPJ. Lorsque mon plus vieux a débuté l'école, je me suis rendue compte que l'enseignante de celui-ci appelait l'intervenante de la DPJ pour lui donner de l'information plutôt que nous ses parents ou mes parents qui avaient la garde de notre fils. Toutes les informations pertinentes concernant mon fils passaient par l'intervenante de la DPJ. Les notes, les travaux, les comportements tout arrivait à l'intervenante de la DPJ et c'est elle qui prenait les décisions pour notre fils. Ils ont même décidé de ne pas lui faire faire ses examens. Nous considérons, moi et mon conjoint, que ces attitudes ont porter préjudice à notre fils. Durant tout ce temps, des notes prises par l'intervenante au dossier dénigrait mes parents. Le professeur faisait de même, il parlait négativement de mes parents. En aucun moment nous, les parents, avons été informé des difficultés de notre fils. Après lecture du dossier, nous avons également constaté que les jugements posés sur mes parents étaient des interprétations personnelles qui n'avaient pas nécessairement été vérifiés. Nous avons conclu, que tout cela a été fait ainsi dans le but d'enlever la garde de nos enfants à mes parents. Nous avons appris ces faits seulement après la consultation de notre dossier, nous étions renversés. Dans les notes nous avons même lu, que l'intervenante attribuait un diagnostic d'autisme à notre fils, sans même l'avoir fait consulter un professionnel de la santé à cet effet.

Notre intervenante se permet de changer les rendez-vous à sa convenance sans jamais vérifier auprès de nous si cela nous convient ou pas. Nous avons même l'impression qu'elle prend un malin plaisir de changer les rencontres à la dernière minute. On nous dit d'être stable et constant et pourtant nos enfants sont ballottés d'une famille d'accueil à une autre, ou est la logique ? Le comportement de mes enfants, au lieu de s'améliorer dans leur famille d'accueil se dégrade à plusieurs égards. Les communications restent difficiles et lourdes entre nous et l'intervenante. Nous nous rendons compte également qu'elle se contredit dans ses commentaires envers nous et envers mes parents. Elle nous mentionne, par exemple, qu'elle veut envoyer notre plus vieux en Centre Jeunesse et dis par la suite à mes parents, qu'il n'a jamais été question de cela. Elle réalise d'interminable interrogatoire auprès de notre fils, ce qui le perturbe. Elle nous dit que nous l'aimons moins et que nous ne voulons pas le revoir contrairement aux deux autres. Ce qui est complètement faux. Encore une fois des propos qui sont basé sur son jugement personnel et ses perceptions. Elle se permet de parler de nos décisions à nos enfants, sans que nous ayons eu la chance nous-mêmes de leur en parler. Elle consulte les gens avec qui nous avons des conflits et non celles avec qui nous avons de bons rapports pour prendre des notes sur nous. Encore une fois les propos sont

rapportés à sa façon et selon sa perception. Elle nous fait signer des documents de droits parentaux, tandis que nous avons l'impression de ne plus en avoir. Elle m'accuse de fumer ou de consommer des drogues, tandis que c'est faux. C'est plutôt mon conjoint qui a des problèmes de consommation à ce moment et qui nomme vouloir recevoir des services pour cesser. Elle fait toutes sortes d'erreurs dans le dossier comme entre autre mon médicament avec celui de mon fils.

Nos demandes sont majoritairement refusées ainsi que celles de mes parents. La situation nous fait vivre beaucoup de frustration et d'incompréhension. Même si le retour de mes enfants est prévu pour [REDACTED] et que le juge préconise le retour de ceux-ci le plus rapidement possible en milieu familial, nous sommes toujours à des visites supervisées de 3 à 4 heures semaines au bureau de la DPJ. Lorsque nous sommes passé en cours le [REDACTED] la cour a ordonné que les enfants débutent des visites supervisées à la maison familiale ainsi que le programme CADOE pour moi et ou mon conjoint. Durant tout ce temps on nous mentionne qu'il y a possibilité qu'on nous enlève nos enfants jusqu'à majorité. Nous nous sentons menacé et jugé lors des rencontres. Nous n'avons jamais refusé de services, au contraire. Mon conjoint a fait une thérapie pour cesser sa consommation et nous avons même fait un suivi de couple à la [REDACTED]. Rien de ce que nous avons fait pour nous améliorer n'est noté au dossier. En [REDACTED] notre passage en cours est reporté. Même si nous avons demandé à plusieurs reprises de changer d'intervenante cela nous a toujours été refusé.

C'est à [REDACTED] que je débute le programme CADOE à la [REDACTED]. Enfin de l'aide pour nos habiletés parentales sans jugement. Ils ont reconnu mes forces de parents et m'ont soutenu pour travailler mes difficultés de parents. Même si je n'ai pas assisté à toutes les rencontres, chose que mon intervenante m'a reproché en cour, le support apporté par le groupe m'a aidé à cheminer. Les thèmes vus lors des rencontres étaient pertinents et aidants. Lorsque je suis passé en cour le [REDACTED] et [REDACTED], j'ai apporté mes documents et aussi mon diplôme reçu lors de ma participation au groupe de l'automne. J'étais fière de dire au juge que les animatrices m'avaient reconnue la qualité de la persévérance. Fière de dire que je m'étais impliquée au meilleur de ma personne dans ce groupe de la [REDACTED]. La DPJ me tapait sur la tête alors que cet organisme-là m'a tendu la main...

Nous sommes conscients avoir traversé des moments difficiles, mais nous avons fait les efforts pour améliorer notre vie et devenir de meilleures personnes et de meilleurs parents. C'est le [REDACTED] que la cour nous a redonné la garde de nos trois enfants, à notre grand bonheur. Je sais que j'ai bien fait de me battre et de ne pas lâcher. Mais ce n'est pas le discours ni les actions de la DPJ qui m'ont aidée. À la [REDACTED] les animatrices du groupe et les autres parents m'ont beaucoup écouté et appuyé. Même après le retour de mes enfants, juste avant qu'ils réintègrent l'école, la [REDACTED] nous a offert de l'aide pour nos garçons. J'ai l'intention de continuer le groupe CADOE à [REDACTED], ça me fait du bien comme maman. Si je peux redonner espoir aux autres parents qu'il ne faut jamais abandonner, je vais le faire.

Merci d'avoir pris le temps de lire mon histoire,

[REDACTED]

Maman et participante au groupe CADOE de la [REDACTED]